

PENSER UNE GOUVERNANCE MONDIALE RESPECTUEUSE DES DYNAMIQUES RÉGIONALES

La crise économique actuelle, généralement présentée comme une chance pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale, risque de ne rien changer, tant les gouvernements des pays les plus industrialisés cherchent à sauver le système libéral sans tenir compte des dynamiques régionales. L'un des principaux artisans du récent processus constitutionnel équatorien exprime ici ses inquiétudes et ses convictions.

ALBERTO COSTA



Alberto Acosta est ancien ministre équatorien de l'Énergie et des Mines, et ancien président de l'Assemblée nationale constituante de l'Équateur (2007-2008). Économiste, il a été longtemps chercheur à l'Institut latino-américain de recherches sociales (ILDIS) et il est actuellement professeur à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) à Quito.

33

IRG : *Quelles sont pour vous les grandes mutations et les crises qui ont caractérisé la gouvernance en 2008-2009 dans le monde ? Comment les analysez-vous ?*

Alberto Acosta : La crise actuelle est une crise systémique qui a franchi le seuil financier ou immobilier. Elle a été provoquée par la prédominance du capital financier sur le capital productif. Au cours de ces dernières décennies, les rendements du capital productif ont chuté, obligeant le capital à recourir à des plans d'accumulation dans le domaine financier. En conséquence, on assiste à une réduction massive des régulations de l'État, ce qui peut être également considéré comme un autre élément explicatif à la crise.

En outre, la crise présente d'autres facettes qui dépassent le cadre de l'économique. Il s'agit d'une crise énergétique, alimentaire, envi-

ronnementale et pour sûr idéologique. C'est également une crise dont les manifestations sont synchronisées, comme l'idée de réduire le chômage en produisant davantage d'automobiles (en usant des technologies actuelles), ce qui augmenterait certes la demande des produits dérivés du pétrole, mais avec des conséquences pernicieuses sur le réchauffement global et bien évidemment sur les prix du pétrole brut.

Dans ce contexte, la question de la gouvernance du capital transnational se pose avec une acuité nouvelle. Dans plusieurs pays, les gouvernements déploient une série d'initiatives pour affronter la crise et gérer le processus de transformations provoqué par celle-ci, mais sans perdre leurs privilèges. Je crains qu'ils ne fassent l'impossible pour réinventer un mode de gouvernance qui les arrange, en l'orientant vers une rénovation du système capitaliste.

Il faut ensuite être attentif aux critères utilisés pour faire partie du G20. Car ce ne sont pas les pays les plus riches qui en sont membres, mais des pays semi-périphériques choisis stratégiquement pour freiner la création de blocs régionaux. Par exemple, l'acceptation dans ce groupe de l'Argentine (classée 30^e au niveau mondial pour la valeur nominale de son PIB) semble être une tactique pour contrôler le développement de tout processus d'intégration nouveau qui pourrait être envisagé en Amérique du Sud. Tactique également, sans doute, avec le choix de l'Afrique du Sud (31^e pour la valeur de son PIB). Le tableau géopolitique est en jeu ! En effet, il est plus avantageux, pour ce qui apparaît de fait comme un nouveau gouvernement global – sans légitimité démocratique et doté d'une faible légitimité économique –, d'exclure les pays comme l'Espagne (9^e pays pour son PIB) ou les Pays-Bas (16^e) et d'accueillir en échange des pays de la périphérie ou de la semi-périphérie. L'intention étant de contrecarrer les alternatives qui pourraient surgir à partir de nouveaux cadres d'intégration (par exemple, l'ALBA, Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes).

IRG : *Diriez-vous que la pensée sur la gouvernance évolue ?
Quels seraient les signes de cette évolution ?*

Alberto Acosta : D'une part, les groupes de pouvoir semblent ouvrir la porte à une plus grande démocratisation, mais sans remettre en cause la logique capitaliste. En réalité, ils cherchent à modérer les expressions les plus dangereuses de la crise et impulsent une transition permettant de maintenir l'essence du capitalisme, avec tous les privilèges qu'il leur apporte... D'autre part, dans différentes parties de la planète, des voix s'élèvent et des initiatives de changement se font jour. En Amérique latine, par exemple, les propositions de création d'une Ban-

que du Sud et d'un Fonds de stabilisation du Sud ont débouché la mise en place d'un Système unitaire de compensation régional (SUCRE) qui facilite les flux commerciaux régionaux et encourage une progressive « dé-dollarisation » des relations commerciales et financières régionales. Cette initiative pourrait représenter l'antichambre d'un système monétaire et financier régional, qui devrait être complété par un code financier propre. Ce serait une base pour la réorientation des flux commerciaux des pays latino-américains et caribéens dans la région elle-même.

En réponse à l'une des questions financières les plus complexes de la région, la création d'un Tribunal international d'arbitrage de la dette souveraine a été proposée. Désormais, les organismes internationaux comme le FMI et la Banque mondiale ne doivent plus représenter des espaces de décisions sur des accords de restructuration de dette dont les créanciers imposent les conditions aux débiteurs. En outre, il faut supprimer les conditionnalités croisées, similaires à une toile d'araignée construite et contrôlée par les organismes multilatéraux de crédit et les pays riches, dont les pays endettés sont prisonniers. Il faut également savoir que l'absence d'équité des relations économiques internationales est une des causes de l'insécurité financière.

Ces discussions nous obligent à commencer à penser à des structures globales qui permettent la configuration d'instances régionales démocratiques. Non pas à un gouvernement global constitué et soutenu par des pouvoirs transnationaux, mais à une sorte d'État global dans lequel chaque pays et chaque peuple puisse avoir une voix et un vote, et ce, dans des conditions égalitaires.

Pour impulser une initiative de ce type, il faut créer des institutions globales qui disposent de mécanismes adéquats de contrôle démocratique et participatif. Ces institutions surgiront initialement du niveau régional et seront soutenues par les niveaux national et local. Il est donc fondamental de connaître l'horizon global pour inventer ces perspectives régionales.

IRG : *En novembre 2006, Rafael Correa est élu président de la république d'Équateur. Dès le mois de janvier suivant, il propose de convoquer une Assemblée constituante pour rédiger une nouvelle Constitution et modifier les institutions. En avril, il soumet cette proposition au peuple équatorien par l'organisation d'un référendum qui recueille plus de 80 % de votes favorables. Cette Assemblée constituante, composée de membres issus des différents partis et mouvements sociaux équatoriens, paraît incarner un processus de participation citoyenne tout à fait novateur en Équateur. Quel diagnostic portez-vous à son sujet ?*

Alberto Acosta : L'Assemblée constituante équatorienne a formé un espace de débat ample et fructueux. Malgré une série de faiblesses et de problèmes qui ont surgi à la fin du processus, l'Assemblée a permis une très grande participation citoyenne et a donné lieu à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, conçue comme un projet de vie commun. Cette Constitution, la plus équatorienne de toute l'histoire, apporte une transformation structurelle radicale dans différents domaines. De plus, elle ouvre la porte à l'intégration régionale sur des bases de solidarité et d'équité. Sans l'intégration des peuples de l'Amérique latine, il n'y a pas de développement possible. C'est un pas fondamental pour que ces peuples puissent s'insérer avec dignité et intelligence dans un contexte mondial. En ce sens, la Constitution déclare que l'Équateur est un territoire de paix. Le pays n'accueillera pas de forces militaires étrangères et ne cédera pas de bases militaires à des soldats étrangers.

Dans la tradition indienne équatorienne, le *Sumak Kausai* (bien-être) est considéré comme une philosophie de vie qui nous invite à construire un projet libérateur et tolérant, sans préjugés ni dogmes. Un projet qui a suscité de nombreuses luttes et résistances, mais aussi des propositions de changement. Il est le point de départ pour construire une société durable dans tous les domaines.

ENTRETIEN ACCORDÉ PAR **ALBERTO ACOSTA**
À **CLAIRE LAUNAY-GAMA (IRG)**.